



PERSONNEL DE SURVEILLANCE Énap LA VÉRITÉ SUR LE PLAN DE REQUALIFICATION !

Près de 90 personnels de surveillance sont actuellement en poste sur l'Énap : surveillants, brigadiers, 1^{ers} surveillants, majors, lieutenants, capitaines et commandants.

Il y a quelques mois, nous apprenions que 4 postes d'officiers seraient cartographiés en catégorie A en qualité de CSP.

Pour info, la cartographie nationale est de 450 postes, donc le quota Énap représente 0,88 % de l'ensemble des postes !

Le 15 juillet 2020, c'est avec émoi que nous apprenions qu'aucun poste de gradés Énap ne seraient concernés par une requalification en catégorie B en tant que lieutenant/capitaine !

Après intervention du SNP-FO, la DAP a convenu que seuls 6 postes pourraient finalement prétendre à une avancée statutaire, contre 7 initialement prévus !

Pour info, la cartographie nationale est de 1400 postes, donc le quota Énap est de 0,42 % de l'ensemble des postes !

Donc, en esprit cartésien, 10 agents sur les 90 pourront prétendre à une promotion, soit seulement 11 % des personnels de surveillance présents à l'Énap ! Et 0,05% au niveau national bénéficieront d'un avancement ! Une honte et un scandale !

Vous êtes nombreux à nous faire part de votre indignation face à ce constat implacable qui laisse sur le carreau près de 80 agents du personnel de surveillance Énap.

Nous ne pouvons que le déplorer, puisque le SNP-FO, depuis 2013 et la signature d'un protocole entre la DAP et l'UFAP/UNSA, dénonce un marché de dupe au détriment des personnels. Au niveau national à peine 6 %, des 34 000 personnels profiteront de ce plan de requalification !

Plan qui sera, faut-il le préciser, étalé sur 5 ans (2019/2023) !

Cette situation ubuesque et discriminante est en réalité le fait du prince UFAP/UNSA et ses représentants exclusifs : Forget et Duschesci ! Puisque seule cette OS a pu désigner, en partenariat avec le DAP, les postes qui aujourd'hui nous sont divulgués !

Toutes les autres OS, qui représentent plus de 70 % des personnels de surveillance aux dernières élections, ont été exclus des discussions et ont été mis devant le fait accompli sans concertation possible avec le duo UFAP/DAP ! Quel déni de démocratie !

Alors oui, l'UFAP/UNSA vous doit des comptes, d'autant plus que dans un tract en date du 29 juillet 2019, ils annonçaient fièrement, afin de faire taire leurs détracteurs (sic !), non pas 1400 postes de C en B, mais 1700 ! Demandez-leur où sont passés aujourd'hui les 300 manquants ?

Oui, ce plan est tout sauf une réforme qui aurait concerné TOUT le corps du personnel de surveillance, telle que demandé par le SNP-FO en revendiquant la parité police : CEA en catégorie B, officiers en catégorie A.

Pour l'anecdote, et pour ceux qui l'auraient oublié, les grands gagnant de ce pseudo plan de requalification sont en réalité les... Directeurs des services pénitentiaires !

En effet la création à moindre coût d'une catégorie A chez les personnels de surveillance, a permis de légitimer leur passage en catégorie A+ et atteindre des indices sommitaux très largement supérieurs à 1000 !

Nous ne pouvons nous satisfaire des miettes de ce pseudo plan de requalification, sachant que, dans le même temps et si c'est entièrement justifié, les personnels hospitaliers ont obtenu 183 euros net/mois d'augmentation et le passage en catégorie B des aides-soignants ! Tout comme les pompiers qui viennent d'être augmentés à hauteur de 100 euros net/mois !

Les personnels pénitentiaires méritent autant de reconnaissance que les autres catégories professionnelles de la fonction publique !

Le combat sera certainement long mais nous ne lâcherons rien afin que les personnels pénitentiaires soient reconnus au regard de leur valeur et de leur investissement professionnel !

Un général sans ses troupes n'est rien, nous comptons donc sur votre soutien et votre mobilisation, si les échanges avec le nouveau garde des sceaux devaient confirmer à un statu quo statutaire et indemnitaire....